

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2462)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CS504

présenté par

M. Ray, M. Brigand, M. Bazin, Mme Corneloup, M. Taite, M. Juvin, Mme Bonnet,
Mme Anthoine, Mme Blin, M. Gosselin, M. Dubois et M. Di Filippo

ARTICLE 12

Après l'alinéa 4, insérer l'alinéa suivant :

« 4° Si le médecin ou l'infirmier chargé d'accompagner la personne fait valoir sa clause de conscience mentionnée à l'article 16 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à interrompre la procédure d'administration de la substance létale lorsque le professionnel de santé chargé d'accompagner la personne dans une aide à mourir fait valoir sa clause de conscience.

Cet amendement répond ainsi à l'avis de l'Ordre national des médecins qui souhaite que la clause de conscience spécifique des professionnels de santé puisse être mise en oeuvre à tout moment de la procédure.